

E 2300 Paris 56

*Le Ministre de Suisse à Paris, Ch. Lardy,
au Président de la Confédération et Chef du Département politique, A. Deucher*

RP

Paris, 6 mai 1903

Je n'avais pas revu *Edouard VII* depuis son avènement au trône; je l'avais promené autre fois, ainsi que la princesse de Galles, dans la Section suisse à l'Exposition, où les boîtes à musique de Ste-Croix l'intéressaient tout spécialement. Je l'ai trouvé très grossi, alourdi, et je me demande s'il ne souffre pas d'une maladie de cœur, car il respire péniblement et son teint passe facilement du blanc au rouge; lorsqu'il descendait les Champs-Élysées, lors de son entrée solennelle dans Paris, il était extrêmement pâle, tandis qu'en d'autres circonstances, sa face était plutôt congestionnée.



L'accueil fait à Edouard VII par la population parisienne a été correct, convenable, mais sans chaleur. Il y avait quelques sifflets. Des gamins prononçaient les mots d'«English», «Roastbeef», «old England», «Beafsteck» et autres expressions en usage sur les trottoirs de Paris, pour se moquer doucement des Anglais. Un brouhaha de curiosité accompagnait le passage du roi, au milieu de sa très nombreuse escorte de cuirassiers ou de gardes municipaux à cheval. Le pavoisement des rues était à peu près nul, sauf dans le voisinage immédiat de l'Ambassade d'Angleterre, où les grands magasins de bijouterie et d'articles de luxe avaient décidé de décorer et d'illuminer la rue de la Paix et la rue Royale.

De sources officielles françaises je sais que le roi a remercié vivement de l'accueil qu'il a reçu et s'en est montré fort satisfait vis-à-vis des membres du Gouvernement et vis-à-vis de ses amis français. Il est incontestable que c'est énorme d'avoir pu recevoir le roi d'Angleterre sans incident fâcheux à Paris, alors qu'il y a un an tous les journaux de la capitale française étaient anglophobes et que beaucoup d'entre eux recevaient de fortes subventions des Boers. La visite d'Edouard VII a amené incontestablement une détente.

Dans le monde officiel français comme dans le monde diplomatique, on est unanimement d'accord que cette visite n'a pas d'autre portée politique, mais c'est déjà un certain résultat que d'avoir amené cette détente, et le roi Edouard a eu une certaine crânerie personnelle en risquant cette visite; je comprends pour ma part qu'il ait été pâle en descendant les Champs-Élysées, ignorant de ce qui pourrait arriver. Un des plus hauts personnages diplomatiques français m'a confirmé ce matin, «que ce voyage risqué par le roi Edouard ne cachait rien, mais que, sa réussite était un événement heureux puisque, somme toute, la France et l'Angleterre, se rencontrent partout dans le monde et qu'il vaut mieux se regarder courtoisement que comme des chiens de faïence».

Quant à l'impression produite sur le roi par les membres du Cabinet Combes, je puis Vous dire *très confidentiellement* qu'elle n'a pas été brillante. Il a dit à un de mes amis: «En allant en Italie, je m'attendais, à trouver parmi les ministres un certain nombre de *briganti*; ici c'est encore pire». MM. Pelletan et André en particulier n'ont pas eu le bonheur de plaire à S.M.. D'autre part, le roi s'est fait présenter, au déjeuner donné dimanche par M. Delcassé, l'ancien président du Conseil M. Waldeck-Rousseau et l'a entraîné dans une embrasure de fenêtre où ils sont restés pendant près de trois-quarts d'heure; il est vrai que de temps à autre la conversation tombait, mais il y a eu là une sorte de manifestation, car M. Combes, qui assistait au déjeuner, a été complètement mis de côté. Il en a d'ailleurs été de même, je l'avoue humblement, des pauvres ministres plénipotentiaires pour lesquels le roi n'a eu que quelques paroles banales de présentation. J'avais déjeuné à côté de M. Waldeck-Rousseau et je m'explique que le roi ait eu une sympathie particulière pour lui, car j'ai été frappé des éloges que l'ancien président du Conseil m'a fait des Anglais: «C'est le premier peuple du monde; il n'y en a pas un plus grand», a-t-il dit. «Regardez cette guerre sud-africaine, aucune guerre n'a été précédée de spéculations plus effrontées et n'a eu des causes moins avouables. En France, cela aurait provoqué trois ou quatre affaires du Panama; en Angleterre, on n'a pas même laissé monter à la surface quelques-unes de ces bulles empestées qui colorent en bleu la surface de l'eau et qui proviennent des bas-fonds fangeux. Dans vingt ans, on croira que cette guerre a été

pure, on la célèbrera comme une conquête de la civilisation. Ajoutez à cela que malgré plusieurs défaites et malgré de grandes fautes d'organisation, les Anglais ont soutenu leurs généraux et leur ministère tandis que nous aurions fait plusieurs crises ministérielles et traduit nos généraux en conseil de guerre. Ajoutez-y enfin qu'aussitôt la guerre terminée, les Anglais diminuent les impôts, ont leur budget en boni et amortissent 200 millions». M. Waldeck-Rousseau ne cache donc pas qu'il a conservé les sympathies anglophiles de Gambetta. Ces paroles sont d'autant plus significatives qu'en général il parle fort peu, que je ne lui demandais rien, et qu'il a dit tout cela sans y être provoqué par moi. Je n'en tire aucune conclusion positive, mais je me permets de noter le fait.

Sur la politique intérieure française, je ne puis pas vous écrire grand'chose aujourd'hui, parce que tout le monde parlementaire est en vacances. Puisque j'ai parlé de M. Waldeck-Rousseau je rapporterai seulement les paroles suivantes qu'il m'a dites avant-hier: «Je ne crois pas que le Ministère Combes en ait pour bien longtemps; il s'attaque à trop de choses et froisse trop de gens. Il faut dire que, dans l'affaire des congrégations, le Nonce a été remarquablement maladroit; c'est un bavard infatigable et il a mal renseigné Rome. Il a constamment écrit que la loi sur les Associations n'aboutirait pas. On a donc à Rome été surpris par l'événement; s'il y avait eu un autre nonce, par exemple Czacki ou même Ferrata, les choses auraient marché autrement.» Je pense que cela signifie qu'à Rome, on aurait négocié pour sauver certaines Congrégations en préparant le terrain et peut-être aussi qu'on se serait arrangé pour ne pas faire renaître en même temps la vieille question de l'intronisation des évêques («nobis nominavit») qui a poussé M. Combes à faire ses imprudentes déclarations sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat, déclarations illogiques au moment où l'on dissout les congrégations, et dangereuses pour la République parce que la France n'est pas mûre pour une séparation dont le premier résultat serait de mettre les curés à la solde et dans la main des vieilles douairières royalistes.